



Sécur Numérique
Couloir Médico-social
Protection Juridique des Majeurs

Appel à financement de
l'équipement numérique des
acteurs des secteurs médico-
social et social

Logiciels DUI
(Dossier Usager Informatisé)
[AF-MS3-DUI PJM-Va1]

Table des matières

1	PRESENTATION ET DEFINITIONS	5
1.1	Définitions.....	5
1.2	Présentation.....	6
2	CALENDRIER DE LA VAGUE 1 - COULOIR MEDICO-SOCIAL Protection Juridique des Majeurs	7
3	ENRÔLEMENT AUPRES DE L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	8
3.1	Pièces à produire pour la demande d'enrôlement.....	8
3.2	Conditions d'enrôlement auprès de l'Agence de Services et de Paiement.....	8
4	CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	9
4.1	Condition relative à l'enrôlement auprès de l'Agence de Services et de Paiement.....	9
4.2	Condition relative au bénéficiaire de la Prestation Ségur.....	9
4.3	Condition relative au périmètre de la Prestation Ségur.....	10
4.4	Conditions relatives à l'éligibilité de la commande.....	11
4.5	Conditions tenant aux modalités de fourniture de la Prestation Ségur.....	11
5	DEFINITION DU PRIX VERSE EN CONTREPARTIE DE LA PRESTATION SEGUR.....	13
5.1	Fixation de prix plafonds par l'Etat.....	13
5.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	13
5.3	Barème de calcul du montant payé.....	13
6	MODALITES DE VERSEMENT DU FINANCEMENT	14
6.1	Modalités de versement de l'avance.....	14
6.2	Modalités de versement du solde.....	15
7	GESTION DES INDUS ET RECOUVREMENT	17

Avertissement

Le présent document est exclusivement publié à titre indicatif. Les informations qui y figurent sont partielles et peuvent évoluer. Elles n'engagent ni l'Agence du numérique en santé, ni l'Etat. Elles ne créent par elles-mêmes, à ce stade préliminaire, aucun droit à la mise en place du dispositif de référencement et de financement envisagé.

Seule la version définitive du document, qui sera annexé aux dispositions réglementaires créant, le cas échéant, le programme de référencement, fera foi et marquera le démarrage du programme de référencement.

Cette version définitive devrait être publiée dans les prochaines semaines.

Avant-propos

Dans le cadre du volet numérique du Ségur de la santé, l'Etat met en place un mécanisme d'achat pour compte au bénéfice des acteurs de l'offre en santé, sous la forme d'un système ouvert et non sélectif de référencement et de financement.

Ce dispositif a pour objectif d'encourager le passage à des solutions logicielles respectant certaines exigences techniques, fonctionnelles et ergonomiques, afin de généraliser le partage fluide et sécurisé des données de santé entre professionnels de santé et avec l'usager, pour mieux prévenir et mieux soigner.

Pour les logiciels de type « Dossier usager informatisé » du couloir médico-social et du domaine de la Protection Juridique des Majeurs (PJM), la vague 1 du dispositif est encadrée par les textes et documents suivants :

- **L'arrêté du Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées et du Ministre de la Santé et de la prévention**, qui définit le programme de référencement et de financement mis en place, consultable sur le site Légifrance ;
- Les trois documents annexés à l'arrêté susvisé, qui en précisent les modalités de mise en œuvre sur les plans technique, administratif et financier :
 - **Le référentiel d'exigences et de scénarios de conformité REM-MS3 DUI PJM-Va1**, qui définit les exigences techniques, fonctionnelles et ergonomiques à respecter pour bénéficier du référencement, ainsi que les scénarios de vérification associés. Ce référentiel intègre les scénarios de vérification des exigences cœur de métier ;
 - **Le dossier de spécification de référencement DSR-MS3 DUI PJM-Va1**, qui présente les modalités de présentation et d'instruction des demandes de référencement ;
 - **Le document d'appel à financement en vue de l'équipement numérique des acteurs de l'offre de soins AF-MS3 DUI PJM-Va1**, qui définit l'ensemble des règles et conditions associées à l'attribution et au versement des financements, ainsi que les modalités de présentation et d'instruction des demandes de financement et de paiement.

Un **outil de calcul** est mis à disposition des acteurs et liste les OG éligibles et leur positionnement (tranche) dans le barème de financement Ségur.

Leur contenu s'appuie en particulier sur les travaux conduits de mars 2022 à juillet 2022 au sein de la Taskforce « Protection Juridique des Majeurs », réunissant des professionnels, des experts, des représentants institutionnels, les fédérations et les éditeurs.

Ces documents sont consultables sur le site de l'Agence du numérique en santé, à l'adresse suivante : <https://esante.gouv.fr/segur/medico-social>.

1 PRESENTATION ET DEFINITIONS

1.1 Définitions

Sauf stipulation contraire, les termes et expressions commençant par une majuscule et employés dans le présent document ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Un Dossier Usager Informatisé (DUI), est défini comme outil permettant la définition, la conduite et l'évaluation des prestations d'un établissement et service social ou médico-social. Il permet le recueil de toutes les données et écrits professionnels utiles pour rendre compte des besoins d'un usager afin de faciliter la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de plans personnalisés d'accompagnement.

Un Organisme Gestionnaire (OG) est une personne morale de droit public ou privé, gestionnaire d'une manière permanente d'établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Un **établissement et service médico-social (ESMS)** est une structure dont la mission est d'accueillir et d'accompagner, pour une durée courte ou longue, dans leur enceinte ou de manière ambulatoire, des personnes handicapées, dépendantes ou en situation d'exclusion sociale. Ces établissements sont définis par l'Article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles.

Les **catégories d'ESMS concernés par cet AF intègrent**, selon les catégories FINESS :
<http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/nomenclatures.do>

- **4600 - Autres Etab. Accueil, Hébergement, Réadaptation et Services**
 - 4608 Protection des Majeurs**
 - 340 Service Mandataire à la Protection Juridique des Majeurs**
 - 341 Service dédié mesures d'accompagnement social personnalisé**
 - 342 Service d'information et de soutien aux tuteurs familiaux**

L'**Editeur** est l'opérateur économique qui édite la Solution logicielle, il candidate au référencement par l'Agence du Numérique en Santé.

Le **Fournisseur** désigne l'opérateur économique réalisant la Prestation Ségur auprès du Client final. Il peut s'agir de l'Editeur de la Solution logicielle référencée par l'Agence du Numérique en Santé, ou d'un distributeur autorisé. Un opérateur économique est considéré comme distributeur s'il facture le Client final de la Prestation Ségur.

La **Prestation Ségur** désigne la prestation dont le périmètre est décrit à la section 4.3

Le **Client final** désigne l'OG bénéficiaire de la Prestation Ségur.

La **Page web** désigne l'adresse à laquelle est accessible l'ensemble des informations et ressources utiles pour les démarches à réaliser par les éditeurs. Cette page est accessible à l'adresse suivante : <https://www.asp-public.fr/segur-du-numerique-en-sante-financement-lequipement>.

L'**Agence de Services et de Paiement** désigne l'organisme en charge du traitement des demandes de financement et des paiement émises par les Fournisseurs.

L'**Outil de calcul** désigne l'outil listant les OG éligibles et leur positionnement (tranche) dans le barème de financement Ségur

Les acronymes **DMP** et **MSS** désignent respectivement le dossier médical partagé et la messagerie sécurisée de santé.

L'acronyme **VA** désigne l'attestation de vérification d'aptitude par laquelle le Client final atteste de la satisfaction des conditions de versement du solde du montant définies à la section 6.2.

1.2 Présentation

Une présentation générale du volet numérique du Ségur est disponible sur la page « Volet numérique du Ségur » du site de l'ANS, à l'adresse suivante : <https://esante.gouv.fr/segur>

Le volet numérique du Ségur s'appuie sur les travaux de taskforces métiers. La genèse, la méthodologie et les conclusions de la taskforce Médico-Social sont présentées dans le dossier de spécification de référencement (DSR) disponible sur le site de l'Agence du numérique en santé, à l'adresse suivante : <https://esante.gouv.fr/segur/medico-social>.

2 CALENDRIER DE LA VAGUE 1 - COULOIR MEDICO-SOCIAL PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

Le système ouvert et non sélectif (SONS) pour la vague 1 du couloir médico-social pour le domaine « Protection Juridique des Majeurs » est mis en œuvre selon le calendrier suivant :

Les dates ci-après sont prévisionnelles et pourront évoluer en fonction de la date d'ouverture (date de parution au JO de l'arrêté ministériel relatif à la vague 1 du médico-social).

Date de parution au JO de l'arrêté ministériel relatif à la vague 1 du médico-social, ci-après Date d'ouverture	Lancement du SONS pour la vague 1 du couloir médico-social. Les commandes de la Prestation Ségur sont éligibles à compter de cette date, sous réserve des dispositions de la Section 4.4.
Février 2023 Date prévisionnelle	Ouverture du guichet de référencement de l'ANS
Avril 2023 Date prévisionnelle	Date limite pour avoir déposé sa candidature, selon les modalités explicitées au paragraphe 4.2 du DSR
A définir	Début de l'ouverture des services de l'Agence de services et de paiement (ASP).
Décembre 2023 Date prévisionnelle	Fin de la période de réception du dossier complet de preuves en vue du référencement Ségur (phase 2 d'instruction d'une demande de référencement).
Septembre 2024, ci-après Date de fermeture Date prévisionnelle	Fin de la période de réception des demandes de paiement (avance). Toute demande de paiement d'une avance postérieure à cette date est irrecevable.
Décembre 2024, ci-après Date de clôture Date prévisionnelle	Fin de la période de réception des demandes de paiement (solde). Toute demande de paiement du solde postérieure à cette date est irrecevable.

En conséquence :

Les commandes sont éligibles à compter de la Date d'ouverture (date de parution au JO de l'arrêté), sous réserve des dispositions de la section 4.4, et jusqu'à la Date de fermeture, sous réserve de la transmission à l'Agence de services et de paiement (ASP) de la demande de paiement de l'avance correspondant au plus tard à cette date ;

Les Prestations Ségur doivent impérativement être réalisées de telle sorte que la demande de paiement du solde correspondant à la Prestation puisse être transmise à l'Agence de services et de paiement au plus tard à la Date de clôture.

Toute demande, de quelque nature qu'elle soit, liée à la mise en œuvre du SONS est réputée effectuée à la date à laquelle elle a été reçue par l'Agence du numérique en santé ou l'Agence de Services et de Paiement, selon les cas.

3 ENRÔLEMENT AUPRES DE L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

3.1 Pièces à produire pour la demande d'enrôlement

L'enrôlement du Fournisseur auprès de l'Agence de Services et de Paiement pour un DSR donné se fait :

- En complétant un formulaire en ligne de demande d'enrôlement sur le portail de l'Agence de Services et de Paiement [SEGURNUM \(asp-public.fr\)](http://SEGURNUM.asp-public.fr). Ce formulaire contient des informations sur le Fournisseur, son numéro SIRET, son représentant légal, le dépositaire de la demande si celui-ci n'est pas le représentant légal, ses coordonnées de contact et de paiement, ainsi que des informations sur le logiciel objet de la demande (n° de référencement ANS, nom et version du logiciel) ;
- En joignant à sa demande les pièces justificatives suivantes :
 - Le certificat de référencement délivré par l'ANS ;
 - Une copie de la carte nationale d'identité, du passeport ou du titre de séjour en cours de validité du représentant légal du demandeur ;
 - Si le dépositaire est un employé : un mandat et sa pièce d'identité ;
 - Si le dépositaire est une structure tierce (un cabinet d'expertise-comptable par exemple) : un contrat de prestation et sa pièce d'identité ;
 - Si le Fournisseur n'est pas l'Editeur de la Solution logicielle, le mandat établi par l'Editeur attestant de la qualité de l'opérateur mandaté comme distributeur autorisé de la Solution logicielle référencée.
 - Un relevé d'identité bancaire, mentionnant l'identification IBAN et BIC ;

3.2 Conditions d'enrôlement auprès de l'Agence de Services et de Paiement

L'enrôlement auprès de l'Agence de Services et de Paiement est un prérequis obligatoire pour pouvoir déposer des demandes de financement et de paiement. Il est octroyé de plein droit, dès lors que la solution référencée est effectivement proposée à la commercialisation sur un marché concurrentiel, et sous réserve de la complétude du dossier d'enrôlement décrit à la Section précédente :

- A tout opérateur économique éditant une solution référencée par l'ANS ;
- A tout distributeur d'une solution référencée par l'ANS, dûment déclaré comme tel auprès de l'ANS par l'Editeur de la Solution logicielle, et disposant d'un mandat établi par l'Editeur.

Sont notamment réputées être distribuées hors marché, et donc inéligibles au dispositif :

- Toute Solution logicielle destinée à l'usage exclusif de l'opérateur informatique qui l'édite ;

- Toute Solution logicielle destinée exclusivement aux membres de l'opérateur informatique qui l'édite, lorsque cet opérateur est constitué sous forme d'un groupement, doté ou non de la personnalité morale, et que ses membres ne sont pas autorisés à se procurer une solution équivalente auprès d'un tiers.

La liste des opérateurs autorisés à s'enrôler car relevant de l'un ou l'autre des deux situations ci-dessus est publiée sur le site de l'ANS esante.gouv.fr : [Le Ségur du numérique en santé | esante.gouv.fr](https://esante.gouv.fr).

Le dossier d'enrôlement ne peut être transmis à l'Agence de Services et de Paiement qu'une fois le référencement du logiciel obtenu auprès de l'ANS.

4 CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

L'Agence de Services et de Paiement rémunère le Fournisseur d'une Solution logicielle référencée par l'Agence du numérique en santé en contrepartie de la réalisation d'une opération informatique globale dont elle constitue le support (« Prestation Ségur ») lorsque les conditions ci-après sont remplies.

La demande de paiement est adressée à l'Agence de Services et de Paiement par le Fournisseur selon les modalités définies en sections 6.1 et 6.2.

4.1 Condition relative à l'enrôlement auprès de l'Agence de Services et de Paiement

Le versement de la rémunération au Fournisseur est subordonné à son enrôlement préalable auprès de l'Agence de Services et de Paiement. Le Fournisseur adresse à cette fin une demande d'enrôlement, selon les modalités définies en section 3.1

La demande d'enrôlement n'est recevable qu'à condition que l'Editeur dont il distribue la solution ait préalablement conclu avec l'Agence du numérique en santé la convention de référencement mentionnée dans le DSR.

4.2 Condition relative au bénéficiaire de la Prestation Ségur

Le client bénéficiaire est l'Organisme Gestionnaire (OG) identifiable à travers son numéro FINESS juridique. Celui-ci peut passer une commande pour un ou plusieurs ESMS identifiables à travers leur numéro de FINESS géographique. Pour les bons de commande signés en 2022, les numéros FINESS de référence sont ceux publiés par la DREES au 3 janvier 2022 (extraction disponible sur data.gouv.fr) ; pour ceux qui seront signés en 2023, les numéros FINESS de référence seront ceux de la 1ère extraction FINESS de 2023 qui sera disponible sur data.gouv.fr. Un OG peut passer plusieurs commandes dès lors que celles-ci concernent des ESMS différents (FINESS géographiques différents).

Un ESMS ne peut bénéficier qu'une seule fois des financements de la vague 1 Ségur. Il est fortement recommandé que chaque OG réalise une commande unique pour l'ensemble des ESMS concernés par un même DUI.

Important : les ESSMS bénéficiaires d'un financement à l'équipement pour une acquisition ou un renouvellement de solution de DUI référéncée Ségur dans le cadre de la phase de généralisation du programme ESMS numérique ne sont pas éligibles à la Prestation Ségur vague 1.

La liste des ESMS avec leurs FINESS juridique est fournie dans l'Outil de calcul MS2 disponible sur le site esanté.gouv.fr

4.3 Condition relative au périmètre de la Prestation Ségur

La prestation correspond à une opération d'ensemble qui doit permettre à l'ESMS de bénéficier d'une prestation prise en charge par l'Etat, ci-après dénommée « Prestation Ségur » intégrant :

- **L'octroi au Client final des droits d'utilisation de la Solution logicielle** correspondant au périmètre fonctionnel du DSR-MS3-DUI PJM-Va1, pour la durée restante du contrat support, dans la limite de six années. Cette durée s'entend en incluant les éventuels renouvellements de contrat ultérieurs à la commande de la Prestation Ségur.
- **L'installation, la configuration, la qualification et le paramétrage** de la Solution logicielle, correspondant à une mise à jour majeure.
- **Les frais de maintenance** de la Solution logicielle sur le périmètre du DSR-MS3-DUI PJM-Va1, pour la durée restante du contrat support, dans la limite de six années. Cette durée s'entend en incluant les renouvellements de contrat ultérieurs à la commande de la Prestation Ségur :
 - Au sens de la présente disposition, la maintenance désigne la maintenance corrective de la Solution logicielle, comprenant les corrections d'anomalies liées aux fonctionnalités prévues par le DSR concerné ;
 - La Prestation Ségur est sans incidence sur les autres stipulations liées à la maintenance (maintenance rendue nécessaire par des évolutions réglementaires postérieures à la publication de l'arrêté, mécanismes d'actualisation des prix, etc.) qui pourraient être stipulées par le contrat liant le Fournisseur de la Solution logicielle et le Client final ;
 - Ces dispositions sont conditionnées à l'existence et à la bonne exécution d'un contrat de maintenance de la Solution logicielle entre le Fournisseur et le Client final.
- **Les prestations d'accompagnement à l'obtention d'un certificat logiciel** de type organisation auprès de l'autorité de certification de référence (IGC Santé) pour les clients n'en disposant pas déjà, ainsi que l'implémentation de ce certificat sur les infrastructures adéquates en vue de l'alimentation du DMP et la requête du téléservice INSi.
- **Les prestations de formation** au sein des ESMS sur les fonctionnalités correspondant au DSR. Cette formation peut comprendre un volet e-learning. Elle inclut au plus une journée de formation, que le Fournisseur pourra proposer en présentiel ou en distanciel (format webinaire) ou en format mixte.
- **La livraison de l'ensemble des documents nécessaires** : le guide utilisateur, le guide administrateur, la documentation technique des interfaces d'échange (interopérabilité).
- **Le suivi de l'ensemble du projet** d'installation.

La rémunération attribuée en contrepartie de la Prestation Ségur ne couvre pas, notamment :

- Le financement de boîtes aux lettres MSS, nominatives, applicatives et/ou organisationnelles ;
- Les coûts associés à un changement complet de Solution logicielle, indépendamment des évolutions évoquées dans les DSR, ou au rattrapage lié à une version vétuste du logiciel ;
- Les coûts d'infrastructure additionnels éventuellement nécessaires (acquisition de serveurs, migration de système de gestion de base de données, etc.) à l'installation de la Solution logicielle référencée.

4.4 Conditions relatives à l'éligibilité de la commande

Sous réserve des dispositions ci-dessous, une commande de la Prestation Ségur est éligible à une prise en charge à condition :

- Que sa conclusion soit intervenue après la Date d'Ouverture, et ;
- Que la demande de paiement d'avance correspondante, contenant l'ensemble des éléments décrits à la section 6.1, ait été reçue par l'Agence de Services et de Paiement avant la Date de fermeture.

Cas de commandes conclues avant le référencement de la Solution logicielle par l'Agence du numérique en santé :

Une commande de la Prestation Ségur passée antérieurement au référencement vis-à-vis du **DSR-MS3-DUI PJM-Va1** de la Solution logicielle qui en est le support est éligible à un financement lorsque sa conclusion n'est pas antérieure de plus de **120 jours calendaires** à la date à laquelle un dossier complet des preuves de conformité de la Solution logicielle est réputé avoir été soumis à l'Agence du numérique en santé dans le cadre de la demande de référencement.

Le Fournisseur est **tenu d'informer le Client final à l'expiration de ce délai de 120 jours calendaires**. Il est également tenu de l'informer s'il n'a pas été en mesure de déposer une demande de référencement avant la date limite mentionnée à la section 0.

Tout Fournisseur qui propose sur le marché la réalisation de la Prestation Ségur avant le référencement de sa Solution logicielle le fait à ses risques et périls et assume les conséquences d'un éventuel refus de référencement de celle-ci.

4.5 Conditions tenant aux modalités de fourniture de la Prestation Ségur

Le prix payé au Fournisseur par l'Agence de Services et de Paiement est subordonné à la réalisation par le Fournisseur de la Prestation Ségur sous la forme d'une opération informatique globale, complète et autonome, et présentant les caractéristiques définies par voie réglementaire.

L'attribution d'un financement au Fournisseur exige donc que toutes les fonctionnalités de la Solution logicielle imposées au titre de son référencement par l'Agence du numérique en santé soient conformes aux spécifications du **DSR-MS3-DUI PJM-Va1**, et que toutes les composantes de la Prestation Ségur décrites à l'article 4.3 ci-dessus, soient fournies sans surcoût au Client final, nonobstant toutes stipulations contractuelles contraires, incompatibles ou différentes liant le Fournisseur et le Client final.

Concernant la portabilité des données du logiciel référencé, le DSR-MS3-DUI PJM-Va1 impose la mise à disposition, à la demande du Client final de l'historique des données de santé relevant du périmètre du DSR.

Cet export doit être réalisé sous un format standard, structuré et/ou non structuré, au choix du Fournisseur (ex : HL7 CDA, HL7 FHIR, PDF, DOC, DOCX, XML, etc.), avec une documentation détaillant la procédure à réaliser. La profondeur de l'historique doit être paramétrable dans la procédure.

Le format des fichiers mis à disposition doit être **lisible, exhaustif, exploitable, et documenté** par le Fournisseur. Il doit contenir sous une forme structurée dans le fichier ou attaché au fichier les informations nécessaires à son import : le nom, prénom, date de naissance et sexe du patient ainsi que, lorsqu'elles sont stockées dans le logiciel, l'INS, la date de production et le type de la donnée.

Les **documents concernés du périmètre sont en Annexe 4 du DSR-MS3 DUI PJM-Va1**. Cette mise à disposition peut par exemple être un duplicata des bases de données avec les schémas d'explication des tables. Elle peut aussi être implémentée via une intervention manuelle ou via un mécanisme d'export automatique inclus dans la Solution logicielle (par exemple via une fonction d'export directement dans le logiciel ou via un script ou via un logiciel indépendant).

Les données mises à disposition sont livrées en l'état, exclusivement de toute prestation d'accompagnement ou de support visant à adapter le format de fichier ou à extraire des données de nature différente. La présente clause de portabilité n'inclut pas l'extraction d'autres données, par exemple des données de facturation, de protocolisation, de recherche etc...

Le Fournisseur s'engage à insérer cette clause de portabilité dans une version mise à jour des Conditions Générales d'Utilisation applicables au bénéficiaire de la Prestation Ségur. Celle-ci doit permettre la mise à disposition des données dans un délai de **90 jours calendaires** à partir de la demande formelle du Client final, sans surcoût pour ce dernier. Le Client final peut effectuer cette demande par écrit, dans un espace client, ou directement dans le logiciel. Cette clause ne vient pas se substituer aux éventuelles conditions de réversibilité déjà présentes dans le contrat liant le Fournisseur et le Client final.

Le Fournisseur garantit que cette clause de portabilité est valable pour la durée restante du contrat support, dans la limite de six années. Cette durée s'entend en incluant les éventuels renouvellements de contrat ultérieurs à la commande de la Prestation Ségur. Elle doit pouvoir être actionnée par le Client final au changement de fournisseur.

La Prestation Ségur s'entend comme une **prestation autonome, qui ne peut être conditionnée par le Fournisseur** :

- A un réengagement contractuel du Client final ;
- A la souscription d'une nouvelle option contractuelle par le Client final.

5 DEFINITION DU PRIX VERSE EN CONTREPARTIE DE LA PRESTATION SEGUR

5.1 Fixation de prix plafonds par l'Etat

Le montant du financement attribué au Fournisseur en contrepartie de la réalisation de la Prestation Ségur au bénéfice du Client final est égal aux barèmes présentés ci-après.

Conformément à la section 4.5, l'attribution du financement est exclusive de la perception de toute autre somme auprès du Client final au titre de la Prestation Ségur.

5.2 Taxe sur la Valeur Ajoutée

Le montant du financement de la Prestation Ségur est en principe versé toutes taxes comprises.

Dans le cas où le Fournisseur ne serait pas assujéti à la TVA pour la commande de la Prestation Ségur, seul le montant du financement hors taxe lui sera versé. Le Fournisseur doit, dans cette hypothèse, transmettre à l'opérateur de paiement la pièce justificative suivante : une attestation de non-assujettissement à la TVA délivrée par la DGFIP, la DRFIP ou la DDFIP.

Le régime fiscal applicable au Fournisseur au regard de la TVA devra être précisé sur le bon de commande validé par Client final.

5.3 Barème de calcul du montant payé

Le barème de calcul du montant payé en contrepartie de la Prestation Ségur est fondé, s'agissant du programme de financement « Dossier Usager Informatisé – Médico-social – Vague 1 », sur le nombre d'ESMS de l'organisme gestionnaire. Pour chaque Prestation Ségur portant sur une Solution logicielle de DUI, le montant payé par ESMS dépend de cet inducteur de charge, selon le tableau ci-dessous.

Le montant HT de la prestation Ségur, le taux de TVA applicable et le montant TTC (pour les fournisseurs assujéti à la TVA) doivent être indiqués dans **TOUS** les bons de commande et pour chaque prestation Ségur.

Le calcul de ces montants doit être réalisé selon les étapes suivantes afin d'éviter les erreurs :

1. Utiliser les **montants HT le présent appel à financement** qui constituent les références ;
2. **Appliquer à ce montant le taux de TVA** auquel le fournisseur est soumis et selon les dispositions en vigueur dans le code général des impôts.

Tranche	Nombre d'ESSMS de l'organisme gestionnaire		Barème SONS HT
	Donnée retenue : extraction FINESS au 03/01/2022		
	Borne inférieure	Borne supérieure	
A	1		3333,33 € HT
B	2	4	2433,33 € HT
C	5	10	1825,00 € HT
D	11	19	1369,17 € HT
E	20	99	1026,67 € HT
F	100	+	944,17 € HT

6 MODALITES DE VERSEMENT DU FINANCEMENT

Ce versement est effectué au bénéfice du Fournisseur, **obligatoirement** selon le schéma suivant :

- Une avance correspondant à 30% du montant de la Prestation Ségur, dès lors qu'une commande a été obtenue par le Fournisseur auprès d'un Client final éligible, dans les conditions décrites ci-après ;
- Le solde correspondant à 70% du montant de la Prestation Ségur, une fois celle-ci finalisée, dans les conditions de versement décrites ci-après.

6.1 Modalités de versement de l'avance

L'avance est versée pour toute demande de paiement dûment déposée auprès de l'Agence de Services et de Paiement, sur la base d'un **dossier de demande d'avance** contenant :

- Le fichier de demande d'avance complété, selon le modèle au format JSON imposé et disponible sur le site de l'Agence de services et de paiement (ASP) <https://www.asp-public.fr/segur-du-numerique-en-sante-financement-lequipement>, et contenant notamment :
 - **Les informations sur la commande** : référence de l'appel à financement (AF-MS3 DUI PJM-Va1) ; date de la commande, régime de TVA applicable, montant HT de la prestation Ségur ;
 - **Les informations sur chaque structure cliente** de la Prestation Ségur (nom du responsable de l'OG, N° FINESS juridique de l'OG, N°FINESS géographique des ESMS concernés par la commande, catégorie FINESS de chaque ESMS concerné par la commande, coordonnées de contact e-mail et téléphone de l'OG) ;
 - **La description du scénario d'installation** commandé par le Client final précisant pour chaque ESMS bénéficiaire de la commande notamment concernant le caractère maître ou esclave d'identité et l'opérateur de messagerie sécurisée. Certains scénarios d'installation demandés par le bénéficiaire final pourront exiger de l'éditeur de disposer d'un profil particulier dans son référencement. Par exemple, si celui-ci souhaite que son DUI soit maître des identités, la solution référencée devra obligatoirement disposer du profil "Maître de l'identité" pour être éligible au financement par l'Etat.

- Le **numéro unique de référencement** de la Solution logicielle délivré par l'ANS lors du référencement ;
- Le **bon de commande de la Prestation Ségur**, faisant explicitement apparaître :
 - Les informations relatives à la commande, au Client final, et au scénario d'installation, telles qu'indiquées dans les modèles de bons de commande disponibles sur le site de l'Agence de Services et de Paiement ;
 - Une ligne dénommée « **Prestation Ségur** », avec :
 - Une dénomination de la Solution logicielle proposée, ainsi que sa version ;
 - Le montant hors taxe proposé par le Fournisseur, obligatoirement inférieur ou égal à la somme des montants prévus par le barème présenté au paragraphe 5.3 ;
 - Une mention « **Montant de la Prestation Ségur pris en charge par l'Etat au titre du Ségur de la santé** ».

Dans le cas décrit à la section 4.4 de commandes conclues avant le référencement de la Solution logicielle par l'ANS, le bon de commande devra intégrer la mention suivante : « *Bon de commande conditionné à l'obtention par le logiciel du référencement ANS. L'affermissement de cette commande est conditionné au dépôt d'un dossier de référencement complet, contenant l'ensemble des preuves attendues, sous 120 jours sur le site de l'ANS et à l'obtention subséquente du référencement* ».

Le bon de commande, et ses éventuelles annexes, doit avoir fait l'objet d'un **accord explicite du Client final**, par la signature du responsable, celle-ci pouvant être manuscrite ou électronique : signature avec certificats CPx, signature avec identification électronique par Pro Santé Connect, signature par certificat logiciel RGS*, signature électronique de niveau minimum eIDAS simple.

Le modèle de bon de commande est disponible sur le site de l'ASP : <https://www.asp-public.fr/segur-du-numerique-en-sante-financement-lequipement>.

Chaque dossier individuel de demande de paiement d'avance est soumis auprès de l'Agence de Services et de Paiement selon les modalités techniques précisées par l'Agence de Services et de Paiement.

Si la demande de paiement d'avance transmise par le Fournisseur ne respecte pas les conditions ci-dessus ou celles définies à la section 4, l'Agence de Services et de Paiement en notifiera le Fournisseur, soit en l'informant du rejet de sa demande, soit en l'invitant à modifier ou à compléter sa demande.

6.2 Modalités de versement du solde

Le solde est versé pour toute demande de paiement dûment déposée auprès de l'Agence de Services et de Paiement, sur la base d'un **dossier de demande de solde** contenant :

- Le fichier de demande de solde complété, selon le modèle au format JSON imposé et disponible sur le site de l'Agence de services et de paiement (ASP) <https://www.asp-public.fr/segur-du-numerique-en-sante-financement-lequipement>, et contenant notamment :
 - Le n° de dossier notifié par l'Agence de Services et de Paiement dans le cadre de la validation de la demande d'avance ;
 - La date d'émission de la facture ;
 - La description du scénario d'installation effectivement installé chez le client ;

- La **copie de la facture émise à l'attention du Client final**, faisant explicitement apparaître l'ensemble des informations décrites au point précédent : n° de dossier délivré par l'Agence de Services et de Paiement ; date d'émission ; description du scénario d'installation réalisé ;
- **L'attestation de Vérification d'aptitude (VA)**, signée par le responsable de la structure cliente de façon manuscrite ou électronique (signature avec certificats CPx, signature avec identification électronique par Pro Santé Connect, signature par certificat logiciel RGS*, signature électronique de niveau minimum eIDAS simple), attestant de l'atteinte des seuils suivants :
 - Le déploiement de la Solution logicielle dans chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG
 - La fourniture du tableau de bord demandé dans l'exigence TBB.1 avec des indicateurs dont la valeur serait différente de zéro pour chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG
 - La fourniture des trois indicateurs du programme ESMS numérique : taux de dossiers actifs, taux de dossier actifs avec un projet personnalisé et taux de dossiers actifs ayant au moins un événement ; ceci pour chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG.

Les conditions de versement du solde, les pièces justificatives et les contrôles effectués sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Condition de versement du solde	Pièce justificative exigée	Contrôles effectués
Le déploiement de la Solution logicielle dans chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG	VA Client final	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence de la VA signée par le Client final
La fourniture du tableau de bord demandé dans l'exigence TBB.1 avec des indicateurs dont la valeur serait différente de zéro pour chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG	VA Client final	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence de la VA signée par le Client final
La fourniture des trois indicateurs du programme ESMS numérique : taux de dossiers actifs, taux de dossier actifs avec un projet personnalisé et taux de dossiers actifs ayant au moins un événement ; ceci pour chacun des ESMS concernés par la commande de l'OG	VA Client final	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence de la VA signée par le Client final

Si la demande de paiement du solde transmise par le Fournisseur ne respecte pas les conditions ci-dessus ou celles définies à la section 4, l'Agence de Services et de Paiement en notifiera le Fournisseur, soit en l'informant du rejet de sa demande, soit en l'invitant à modifier ou compléter sa demande.

Des contrôles a posteriori après le paiement du solde seront également réalisés pour éviter le double financement, par le SONS et le programme ESMS numérique, de logiciels de DUI. A savoir que les ESSMS bénéficiaires d'un financement à l'équipement pour une acquisition ou un renouvellement de solution de DUI ne sont pas éligibles à la Prestation Ségur qui fait l'objet d'une montée de version. Dans le cadre de ces contrôles, les listes de financements ASP/CNSA seront croisées sur la base des n° FINESS des établissements une fois par mois.

7 GESTION DES INDUS ET RECOUVREMENT

En cas de non-respect des dispositions de l'arrêté et de ses annexes, ou de celles de la convention liant l'Editeur de la Solution logicielle à l'ANS, l'Agence de Services et de Paiement, après avoir mis en demeure de façon infructueuse le Fournisseur de remédier aux manquements constatés ou de présenter ses observations dans un délai raisonnable, ordonne le reversement des sommes indument perçues.

Ce reversement pourra en particulier être ordonné dans les cas suivants :

- **Constatation suite à contrôle a posteriori d'une déclaration erronée du Fournisseur ou du client final** (ex : non réalisation d'un envoi d'un document vers DMP / MSS, montant basé sur des informations erronées, ...) : dans ce cas, le Fournisseur pourra être amené à reverser l'intégralité de la somme reçue en contrepartie de la Prestation réalisée ;
- **Prestation non réalisée à la date de clôture** : dans ce cas, le Fournisseur devra reverser le montant perçu au titre de l'avance ;
- **Décision par l'ANS de retrait du référencement de la solution support de la Prestation Ségur** : dans ce cas, le Fournisseur pourra être amené à reverser l'intégralité de la somme reçue en contrepartie de la prestation réalisée.